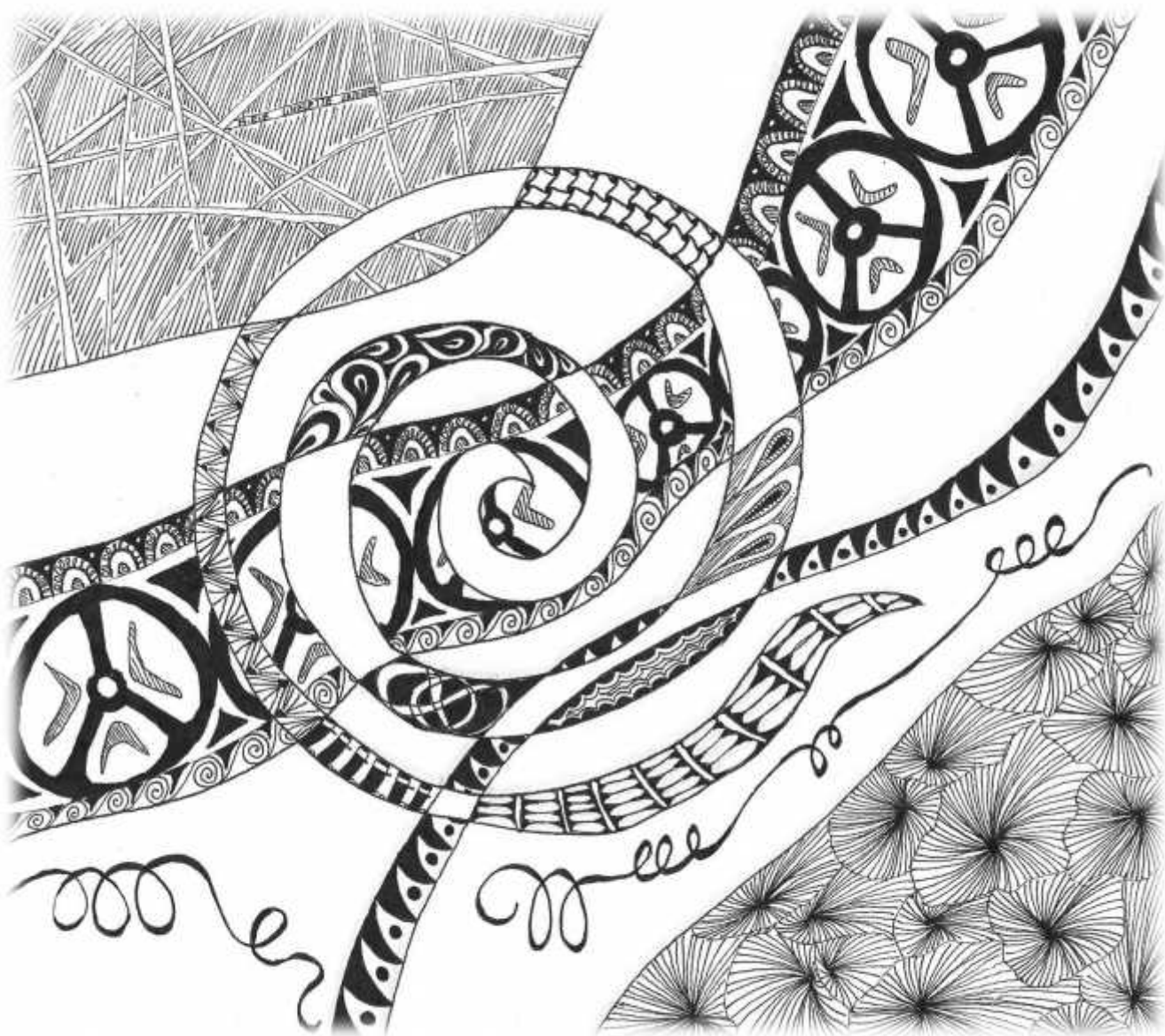


IL'ESCARGOT IDÉCHAÎNÉ

N°25



Bulletin de liaison du Mouvement politique des Objecteurs de Croissance

Septembre-Octobre 2015 - A mettre entre toutes les mains!

Simplicité volontaire vs politique ?

Souvent ai-je entendu, dans les réunions d'objecteurs de croissance (OC), l'avis suivant : « La simplicité volontaire ne changera rien, c'est faire de la politique qui compte ! ». Quoi d'étonnant que ce genre de trait vienne surtout de la part de personnes qui pratiquent peu ou pas la simplicité/sobriété volontaire, façon bien commode de défendre ses choix personnels à travers une petite phrase-choc à coloration politique. Car les OC équipés de bagnoles, TV et autres TIC (ordinateurs, smartphones, tablettes, etc.) ne sont pas rares. Cherchons l'erreur ! Bien sûr, nous sommes tous obligés — moi le premier qui vous écris depuis mon traitement de texte — de faire des concessions à la Mégamachine, avec gêne et parfois même la mort dans l'âme. N'empêche qu'il subsiste toujours une marge de manœuvre individuelle que nous aurions tort de négliger. À tout le moins devons-nous mettre en question entre nous nos modes de vie, sans pour autant tomber dans les comparaisons agressives ou le jeu du « plus décroissant que moi tu meurs ». À une condition : être capable de réprimer le tropisme individualiste, hélas ! bien trop présent chez les militants¹.

Nous devrions donc tous pratiquer la simplicité volontaire, parce qu'elle est à portée de nos bras et ne dépend, en principe, que de notre décision propre. Soit. Mais ne nous arrêtons pas en si bon chemin et ne nous contentons pas des petites rivières qui font les grands fleuves. L'exercice de la politique, en démocratie la plus directe possible, est un autre objectif des OC. Il implique la difficile confrontation avec d'autres altérités qui manifestent, au-delà des idées partagées (à bas la croissance !), des petites différences — éventuellement narcissiques, aurait dit le père Freud — qui n'en représentent pas moins des

obstacles à surmonter pour arriver à une action commune dans un contexte d'incertitude et de divergences morales. L'action n'est possible que si le groupe a fini par surmonter ses désaccords pour arriver à un consensus. Certains militants qui promeuvent systématiquement la culture du dissensus se trompent de cible. Ce n'est pas prioritairement dans notre cercle fermé qu'il faut l'encourager, mais d'abord à l'égard de nos adversaires. Ergoter entre nous à l'infini mène au découragement et à l'impuissance. Par exemple, à force de s'obnubiler sur les procédures, on perd de vue le but, et nos opposants s'en réjouissent...

La politique participative méprise ceux qui cherchent à s'émanciper de son carcan. « La décroissance, combien de divisions ? », ricanent ceux qui ne jurent que par les urnes. Les ignorer ne nous rend cependant pas la tâche plus aisée, que du contraire, entre autres pour les raisons décrites ci-dessus. Rendre la politique au peuple, d'accord, encore faut-il que celui-ci veuille s'en saisir. Là réside notre délicate mission : rendre à nouveau désirables nos façons de vivre alternatives et manifester notre essence de *zoon politikon* (cf. Hannah Arendt), tellement entravées par nos activités professionnelles dévorantes et nos (pré)occupations familiales. Une nouvelle économie du temps est indispensable : réduction collective du temps de travail le plus vite possible, voire allocation universelle², pourvu que les sociétaires retrouvent le goût et l'énergie de se rassembler pour d'autres raisons que leur profession et leurs loisirs (qui ne sont que l'envers du labeur économique). S'ils y trouvent du plaisir, tant mieux, mais qu'ils s'attendent aussi à des déceptions, des tracas et des conflits, tel est le prix de la politique. Pour surmonter la perspective de ces aléas, reste ce *sens du devoir* qui a si mauvaise presse dans notre dissociété libérale-hédoniste. Il n'y aura pas de changement politique sans changement culturel. Pour ce, retournons aux œuvres philosophiques, lisons-les, réfléchissons-y, faisons-en une saine publicité (au sens premier du terme), échangeons, débattons. Le patrimoine intellectuel de

¹ À ce sujet, lire mon article « Le nombril du néo-activiste » paru dans *La décroissance* n° 103, octobre 2013. Ou bien sur ce lien : <http://lestroboscope.net/lindividualisme-en-milieu-militant/>

² Le débat entre les deux positions est loin d'être clos.

l'humanité est une mine d'or. Soyons-en les orpailleurs.

Bernard Legros

porte-parole du mpOC

La citation du mois

« L'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde, mettant à disposition des ressources pour une saine croissance en d'autres parties. »

Pape François dans *Laudato Si* (« Loué sois-tu ») du 24 mai 2015

Dossier du mois : Cycle « De l'utopie à la Barbarie »

Dans le cadre du projet³ « Année Louvain des utopies pour le temps présent », le mpOC organise divers événements autour du thème « De la barbarie à l'utopie ». Notre dossier du mois vous en dit plus...

Introduction

En marge des appels sans cesse renouvelés au retour de la croissance économique, les objecteurs de croissance tentent de proposer une alternative à un système insoutenable écologiquement et socialement. Nous sommes à la croisée des crises environnementales, énergétiques, économiques, voire même de civilisation. D'un point de vue écologique,

³ Pour plus d'informations, voir <http://www.uclouvain.be/506247.html>, notamment pour les activités qui ne sont pas organisées par le mpOC

rare sont les jours où l'urgence environnementale ne se rappelle pas à nous : chute de la biodiversité, multiplication des événements climatiques extrêmes, perte de la fertilité des sols... Des rapports du club de Rome (1972, 1993 et 2004) à ceux du GIEC en passant par bien d'autres, les analyses convergent vers l'émergence d'une catastrophe sans précédent. Non seulement nous vivons une nouvelle extinction massive des espèces comme celle que la planète a connues il y a 70 millions d'années (qui a vu la disparition des dinosaures), mais selon une étude récente, il est probable que nous nous dirigeons vers un basculement brutal et irréversible de l'écosystème Terre qui le rendrait impropre à la survie de nombreuses espèces, espèce humaine comprise (revue *Nature* du 7 juin 2012, *Approaching a state-shift in Earth's biosphere*). D'un point de vue social, les acquis s'érodent petit à petit sous la pression de la compétitivité, l'Europe s'enfonce dans une austérité sans fin dans laquelle les plus riches continuent de s'enrichir et les moins bien lotis tombent dans la précarité. Tout cela se déroulant en parallèle d'une perte générale de sens de nos sociétés où la consommation et les échanges marchands remplacent et malmènent chaque jour un peu plus la convivialité et les liens sociaux. Toute porte à croire que la croissance économique, nourrie majoritairement par une énergie abondante, ne reviendra pas en raison de la raréfaction des ressources. Cette raréfaction devrait nous conduire à réorganiser la société de manière plus sobre afin de conserver nos plus beaux acquis sociaux qui constituent la vraie prospérité de nos sociétés. Mais ce n'est pas ce qui se produit. Comme le dit Christian Arnspurger (professeur à l'Economics School of Louvain) , alors que « l'urgence écologique d'une décroissance concertée et équitable s'imposait lentement à certaines consciences (...) les excès de l'obligation de croissance inscrits dans notre système monétaire et financier ont donné lieu à un cataclysme économique d'une ampleur telle que la seule réponse — véritablement désespérée — qui ait la faveur des gouvernants est... une décroissance non concertée et injuste, maquillée sous le vocable de l'austérité. » (*Libération*, 19-3-2012). Pourtant l'espoir existe ! Une société plus juste peut aussi émerger de ces crises. Partout dans le monde, des initiatives naissent pour

expérimenter d'autres manières de vivre, de produire, d'échanger. La possibilité de bifurquer existe mais il nous reste peu de temps pour la saisir.

« De la barbarie à l'utopie » est un cycle de 4 documentaires-conférences autour de différentes thématiques allant de l'insoutenabilité de notre système économique, voire même de sa violence, à ce que Serge Latouche nomme l'« Utopie concrète de la décroissance ».

Au programme des 4 soirées prévues :

- **Mardi 13 octobre 2015** : le film d'animation « **Sans lendemain** » interrogera le mode d'exploitation des énergies fossiles et des ressources naturelle, ses conséquences au niveau planétaire et l'impasse où nous mène notre modèle de croissance économique. **Les intervenants**: Bernard Legros (enseignant, essayiste et porte-parole du mpOC) et Francis Leboutte, le traducteur du film (ingénieur civil, membre du mpOC et de l'ASPO.be).

- **Début décembre 2015** : « **Je lutte donc je suis** » est une analyse de la crise en Grèce et en Espagne se focalisant sur les luttes et les alternatives en actes, des femmes, des hommes, mais aussi des enfants qui refusent de baisser les bras. Une brise marine, souriante et solidaire, de Barcelone à Athènes et d'Andalousie en Crète, qui repousse les nuages du pessimisme. Un voyage palpitant en musique, d'un bout à l'autre de la Méditerranée, en terres de luttes et d'utopie. **Intervenant** : le réalisateur du film Yannis Youlountas.

- **Mardi 16 février 2016** : « **Moins c'est mieux** » Au travers des questionnements de la réalisatrice, le film présente la crise pétrolière, environnementale et économique avant de se tourner vers les alternatives qui pointent leur nez ici et là. Le mouvement de la décroissance est tout d'abord présenté à travers le journal du même nom mais également via un « simplicitaire » militant. Des Repair Cafés de Barcelone aux villes en transition en Angleterre, le cheminement de la réalisatrice l'amène à s'interroger sur ses pratiques et sur notre mode de vie. **Intervenants** : Charlotte Luyckx (chercheuse à l'UCL où elle travaille sur les enjeux éthiques et épistémologiques du problème écologique, et Pierre Thiesset (éditeur aux éditions « Le pas de côté », journaliste au

journal *La Décroissance*). Avec eux, nous explorerons la simplicité volontaire et sa dimension politique.

- **Mardi 15 mars 2016** : « **Au-delà du développement** ». Le film, à déterminer, amènera une réflexion sur le concept du développement et son caractère occidental. **Intervenant** : Mike Singleton, anthropologue, professeur émérite de l'UCL, nous fera le plaisir de clôturer ce cycle par une conférence, prolongeant le thème du film, après la projection.

Les 4 soirées se tiendront de 19h à 22h aux auditoriums Agora de l'UCL et seront suivies d'un moment convivial à la Maison du développement durable.

Nicolas Loodts

Flash info : notre AG

Assemblée générale du Mouvement politique des objecteurs de croissance le samedi **19 décembre** (d'environ 15 h jusqu'à 21 h). Réservez la date.

Nuage morcelé sur l'imaginaire colonisé

Un imaginaire collectif à reconquérir

Il y a quelque temps de cela, un temps pas si lointain étant donné qu'il se situe en ce mois d'août 2015, je me suis retrouvé, un peu éperdu, dirais-je, à un concert joué lors d'une fête de village. Le groupe, pastichant ? Indochine jusqu'au bout des faux cheveux du chanteur, donne le change. Rythmes emballés, foule à moitié éméchée et le soleil distillant ses derniers éclats au gré du crépuscule signent ce début de soirée.

Non loin de moi, quatre groupies s'évertuent à prendre en photo, du haut de leur smartphone, les

protagonistes de la scène, tout en émoustillant leur corps empreint d'excitation. Elles font ce que l'homme contemporain fait de plus banal à l'heure du XXI^e siècle, c'est-à-dire se connecter au travers d'une prothèse technologique, outil devenu métonymiquement l'expansion de la psyché.

Néanmoins, si ces adoratrices font, c'est sur fond de semblant. Bien entendu, le semblant est la coutume du paraître, paraître quand l'être en perd sa boussole. Ici, sous le théâtre de ce petit chapiteau, c'est un semblant infantile qui se dessine sous mon regard. Les smartphones sont de plastique et les admiratrices sont âgées de 5 ans tout au plus. Seul le fameux « selfie » pêche de sa présence pour que l'imitation canonique de l'adulte contemporain soit symétrique à son image.

Ces enfants, a priori crédules, ne faisaient, à ce moment précis, que pasticher le comportement des fruits prétendument mûrs perchés tout au-dessus de l'arbre de leur représentation sociétale naissante : la grappe des modèles parentaux notamment et familiaux plus largement mais aussi éducatifs ou amicaux. Rajoutons également la pomme pourrie des pseudos-stars abruties d'orgueil retrouvées dans les boîtes télévisées, alimentant chez tout un chacun une pulsion scopique en quête de satisfaction.

J'ai choisi cette petite fable a priori banale afin de représenter, en guise de prélude, l'objet de cet article traitant de la colonisation des imaginaires par un mode de fonctionnement sociétal donné. En effet, à l'heure où le doigt se pointe vers l'intégrisme religieux, vers le banquier sans scrupule, vers le chômeur « profiteur » ou vers le capitaliste mortifère afin d'expliquer l'extrême bancalité de nos sociétés, on en oublie bien trop souvent que c'est en réalité la colonisation des imaginaires humains par les rejets des instances sociales qui alimente en première ligne notre mode de fonctionnement. Pour être plus circonscrit, nous devrions parler d'un discours social et non pas seulement économique – actuellement celui du capitalisme – trouvant écho dans l'individu ainsi que dans son imaginaire, ce discours colonisant ce dit imaginaire par les inepties

du mythe de la productivité et de la consommation paroxystique.

Cependant, si le mode institué colonise les imaginaires des individus issus d'une modernité matérialisée par l'idéologie capitaliste dans son ensemble, cette même modernité a été créée, instituée et continue ce travail de sape par et au travers des imaginaires des individus. Par conséquent, ce mode d'agencement communautaire fait office de symptôme d'une société ancrée dans une forme d'aliénation collective.

Pour beaucoup aujourd'hui, face au constat reflété d'une manière spéculaire de l'insoutenabilité de notre mode de fonctionnement collectif, la question de la révolution se pose. Comment, justement, poser cette révolution ? Quelle est la cause des causes de nos affres si pour peu cette cause première existe ? Comment rallier les citoyens tout venants à une cause précise ? Des questions se perdant bien souvent dans les dédales abyssales de la réflexion et de la volonté pratique.

Il existe certes, englobant un appareil anthropologique aux allures titanesques, une structure économique complexe, des institutions aux semblants de la pérennité, une politique pseudo-démocratique à l'agonie.

Et l'envie prend l'homme moderne de fustiger l'une ou l'autre de ces composantes – il aura certainement raison soit dit en passant – alors que la question centrale de l'imaginaire restera insuffisamment prise en compte dans ce brouhahamondialisé, quand elle n'est tout simplement pas refoulée, envoyée aux oubliettes du discours sans fond.

Si une révolution doit être, elle sera et devra être en premier lieu celle de nos imaginaires, de notre représentation imaginaire de la société et de ses modalités d'institutionnalisation, de notre manière de discourir et d'entendre l'autre dans son altérité. Le réajustement d'un désir, en prenant acte dans le sens le plus profond du terme que nous sommes et resterons des êtres manquants, semble être l'entité volatile à aller chercher, à titiller en nous et en l'autre. L'idée de la révolution se lie par conséquent, et avant

tout, à l'idée d'un imaginaire individuel et collectif à reconquérir, imaginaire colonisé à l'heure actuelle par le mythe de la société de consommation.

La représentation imaginaire de l'imaginaire

Avant de continuer, il va nous falloir nous entendre sur les mots et plus particulièrement sur le terme d'« imaginaire ». Cette notion utilisée ici est à considérer sous deux modalités : une première, qualifiant un espace psychique, lieu de création non divine mais humaine et s'enracinant dans tout individu. Cet imaginaire, puissance individuelle et collective, fait naître des significations et constitue le lieu de l'institution volontaire mais surtout involontaire à l'heure actuelle des instances sociales et culturelles, allant de l'art, à l'économie ou encore à la politique. La deuxième propriété de l'imaginaire est à percevoir comme espace psychique toujours, mais cette fois-ci comme le lieu d'enkystement des représentations sociales et culturelles d'un système institué précis ou d'une idée révolutionnaire particulière. C'est dans cet espace que les idées du capitalisme, de l'économie keynésienne ou de la révolution gandhienne trouvent écho, ou pas, dans l'âme de l'homme.

In fine, c'est de l'imaginaire de l'homme et plus particulièrement des hommes réunis en collectivités que s'institue – et ce continuellement – la société. C'est par l'intermédiaire de l'imaginaire colonisé par le discours capitaliste que le système capitaliste peut fonctionner. Même si, il est vrai, les résistances conscientes et inconscientes face à ce dernier ont de tout temps existé, au sein de la classe ouvrière notamment.

Genèse de l'imaginaire

L'élaboration de cet espace psychique s'arrime dans l'ontogenèse de l'individu, tout enfant venant au monde étant pris, absorbé dans et par un ensemble imaginaire collectif l'extirpant petit à petit de sa condition autistique originaire. Cet ensemble façonne

la psyché du petit être et ce tout au long de son existence. Cela sera à lui et à sa part substantielle d'individualité d'y souscrire ou d'y résister, d'une manière ou d'une autre et ce selon l'intrication, les liens dynamiques existant entre sa société d'appartenance, l'époque pendant laquelle il naît et vit, les aléas divers de son existence, ses prédispositions internes, ses traumatismes et la manière dont il va intégrer le tout au sein de sa psyché. Pas le peine de le dire, mais disons-le quand même, on ne sort jamais indemne de cette frasque. De fait, un Polynésien issu d'une société polynésienne traditionnelle dont le mode de fonctionnement n'a pas encore été entravé par la mondialisation ne réagit pas, ne réfléchit pas et ne voit pas le monde comme un Américain ou un Européen classique. De même, Marx, effigie de la critique du capitalisme, aurait été dans l'incapacité formelle de contester cette doctrine sans être pris, d'une manière ou d'une autre, par le discours naissant du capitalisme industriel. Ou encore, il est impossible d'écrire une diatribe de la société de consommation sans être pris, d'une certaine manière, dans et par cette dite société de consommation.

De fait, ce sont de nos pensées et de nos actes individuels et collectifs, eux-mêmes issus de l'imaginaire sociétal collectif, que se constituent sans cesse – car les institutions sont en perpétuel mouvement – les instances sociales, ces dernières exerçants à leur tour une influence tangible sur l'imaginaire de l'individu et sur celui de la collectivité. Il existe par conséquent un magma de représentations imaginaires qui relie entre eux les individus d'une société ou d'un monde globalisé donné. C'est ce magma imaginaire qui tient la société, faisant office de liant, de socle sur lequel viennent reposer ses fondations.

L'imaginaire de la société capitaliste

Face à la montée des inégalités et face aux conceptions idéologiques de l'appareil capitaliste, de plus en plus de mouvements contestataires et/ou créateurs tentent vaillamment de faire entendre leurs voix. Critiquant peu ou prou un système nauséabond, peu d'entre eux néanmoins arpentent les monts d'une

critique radicale – c'est-à-dire qui va à la racine – et subversive de l'esprit du capitalisme. En effet, si tous se réclament des droits d'un mieux-être, en quémandant ou en allant chercher plus d'égalité et moins de pollution, peu d'entre eux s'autorisent à l'analyse profonde du système social qui nous abrite. De fait, ces regroupements citoyens ne peuvent en comprendre les fondements subtils, ni mêmes les effleurer, ce qui dessert grandement la visée fixée du départ. Cet oubli fâcheux aura pour conséquence d'élaborer un terrain propice à toutes les diversions et récupérations possibles de la part de la bureaucratie. Ceci est facilement constatable quand on observe l'incroyable capacité de résilience dont le capitalisme fait preuve.

Il semble par conséquent être d'une importance substantielle de saisir, même partiellement, disons du moins de réfléchir en toute humilité sur le noyau central imaginaire de l'esprit du capitalisme et de la colonisation particulière de son discours sur l'imaginaire de la collectivité. Ceci présuppose la mise en conscience que cette idéologie alimente en elle-même les résistances, les critiques les plus subversives et par le fait même le contenu de ces lignes.

L'accumulation de richesses

Le capitalisme, organisation humaine complexe, ne peut être réduit à un système promouvant l'accumulation de richesses quelconques. Nombre de sociétés, aussi séculaires soient-elles, abritent et ont abrité des individus désirant accumuler des biens (les conquistadors du XVI^e siècle n'auraient pu piller les trésors des Aztèques mexicains ni des Incas péruviens si ces derniers n'avaient pas accumulé une masse considérable de métaux précieux). De même, il a toujours existé des sociétés dont l'agencement trouve sa logique dans les jeux du pouvoir et de l'avoir, de l'enrichissement, du commerce, de l'échange sans que l'on puisse nommer ces sociétés en terme de capitalisme. L'essence de ce dernier ne peut donc être réduite à la recherche de l'accumulation d'abondances comme nous l'entendons dans le langage courant.

Pour Marx, le capitalisme était avant tout caractérisé par un principe fondamental à ses yeux trouvant son origine dans la recherche de l'accumulation du capital par des propriétaires d'entreprises – détenant les moyens de production –, par l'intermédiaire de l'exploitation des ouvriers produisant la marchandise par l'intermédiaire de ces dits moyens de production. C'est dans la privatisation des moyens de production que se trouveraient les fondements mêmes du capitalisme.

Si nous suivons la logique de cette assertion, une entreprise dirigée démocratiquement par les soi-disant véritables producteurs de richesses – c'est-à-dire par les ouvriers ou les salariés – et redistribuant équitablement entre chacun des acteurs les bénéfices réalisés, ne serait pas à percevoir comme une entité capitaliste. Ceci est bien entendu un leurre car rien ne change fondamentalement, dans la substance même, dans l'esprit désirant, entre une usine Ford dont l'agencement bureaucratique favorise une répartition des produits et des bénéfices inéquitables et une usine Ford communiste dont les bénéfices, toujours aussi colossaux, sont répartis équitablement entre les différents protagonistes de l'institution (rajoutons, afin d'être complet, que parler de répartitions équitables des bénéfices est une mystification dans le sens où si l'ouvrier de Ford participe, à son échelle, à l'assemblage d'un véhicule, il n'est en rien le producteur des pièces de ce véhicule en question, ni même le producteur des machines utilisées qui aideront à l'assemblage du véhicule, comme il n'est pas non plus le pourvoyeur de l'électricité servant au fonctionnement des machines aidant à l'assemblage du véhicule... Toutes ces composantes devraient pourtant être comptées, par je ne sais quel calcul savant, dans l'addition finale de la répartition du bénéfice, si ce dernier se veut être réparti équitablement du moins...).

Faisant abstraction de ce qui vient d'être énoncé, et pour le dire plus posément, nous pourrions très bien vivre dans une société capitaliste dans laquelle les ouvriers détiennent les moyens de production. Comme nous pourrions très bien vivre dans une société capitaliste dans laquelle la planification de la production serait agencée par les idéologies du

communisme. Vu dans ce sens, la seule notion de propriété privée des moyens de productions ne peut toucher substantiellement l'essence de l'imaginaire capitaliste.

L'auto-accumulation du capital

Si le désir d'accumulation de biens prend racine dans une partie de la psyché humaine et se retrouve dans des sociétés bien antérieures à la naissance du capitalisme à proprement parler, la thésaurisation - c'est-à-dire la simple accumulation sans visées de réinvestissements, de dépenses ni de fructifications - n'est pas propre au capitaliste. Au contraire, ce dernier s'efforce de transformer son épargne, ou une partie du moins, en moyen de production. Cette épargne est ainsi continuellement réinjectée dans le système, ce qui engendre inévitablement une augmentation exponentielle de la production avec en corollaire le désir avoué d'augmenter la consommation indispensable à cette maximisation productiviste. La consommation maximisée renforce ainsi les bénéfices, ces derniers sont de nouveau réinvestis afin d'augmenter la production, et ceci ad infinitum. Tant que la planète le permettra du moins... Par conséquent, plus que la simple accumulation du capital, c'est l'auto-accumulation illimitée du capital qui semble être, parmi d'autres, un des éléments saillants de l'imaginaire de la société capitaliste. Pour être plus complet, nous ne devrions pas considérer cette auto-accumulation comme étant l'origine magmatique de l'imaginaire capitaliste mais la place prit par ce fantasme d'auto-expansion illimitée au sein même de la société. Ce n'est pas l'auto-accumulation du capital qui aliène la société mais la place névralgique prise par cette idéologie au sein du social et par le fait même au sein des imaginaires individuels et collectif.

Le processus pervers, rouage du mode de fonctionnement capitaliste

La colonisation des imaginaires contemporains par le discours capitaliste ne se contente pas simplement d'induire un type d'échange économique particulier

mais entrave les relations sociales en alimentant, en influençant les types de rapports tenus par les individus entre eux. L'idéologie capitaliste vient de fait comme barrer la rencontre véritable entre deux autres. Ce qu'il engendre de sa semence constitue tout au plus une relation d'échange parfois univoque entre un producteur et un consommateur, entre un caissier de supermarché et un acheteur, ou encore entre un élève et son professeur.

Le mode de fonctionnement sur lequel repose le capitalisme promeut ainsi implicitement l'abstraction de la subjectivité en tendant à chosifier les individus, leur enlevant tout caractère d'altérité, c'est-à-dire d'une part substantielle de ce qui les fait autre qu'un autre. Il marchandise de fait l'ensemble des couches de la société. Allant dans la direction de la désobjectivisation des âmes, il représente en soi un rouage pervers, perversion entendu dans le sens de la non reconnaissance de ce qui est autre. De fait, le discours capitaliste se veut, dans ses fantasmes, suçoter la substance vitale des individus avec en corollaire le désir inavoué de leur enlever toute propriété subjective en rendant ces dits individus objets d'un désir d'expansion illimitée. Ceci est bien entendu impossible.

Une volonté de maîtrise de la part du discours capitaliste se dégage ici de notre réflexion, mais pas de n'importe quelle maîtrise.

Une maîtrise pseudo-rationnelle

La volonté de maîtrise comme celle de l'accumulation se retrouve dans toutes psychés - par le vœu inconscient, entre autres, d'un retour à la toute-puissance fantasmée de la période infantile de l'être - et n'est donc pas l'apanage de la société capitaliste. Ce qui semble central, propre au capitalisme, est la place prépondérante occupée dans le social par cette volonté d'expansion illimitée par la maîtrise. Cette volonté de maîtrise ne se contente pas d'envahir quelques contrées. Au contraire, elle s'oriente vers toutes les sphères sociales qu'elle gangrène insidieusement : de l'éducation à la consommation, en

passant par l'économie, l'art, les médias, la médecine, la psychiatrie, ou encore la politique,...

In fine, cette poussée vers la maîtrise et l'expansion illimitée se donne des moyens rationnels, par l'intermédiaire de l'économie « scientifique » notamment, afin d'atteindre son objectif. Ce n'est plus la magie, comme l'a dit le regretté C. Castoriadis, qui est devenue un moyen vers l'obtention d'un but mais la rationalisation de la maximisation, notamment en réorganisant, et ce continuellement, les moyens de productions afin de les rendre plus efficaces.

L'idéologie d'accumulation illimitée par la maîtrise est ainsi devenue conforme à la raison de la psyché moderne. En ce sens, cela serait la rationalisation d'un désir fantasmatique d'illimitation de la jouissance et de maîtrise par l'auto-accumulation illimitée qui semble constituer le noyau central magmatique de l'imaginaire capitaliste.

Soyons certains qu'en cela, il n'existe pas de différences fondamentales –entendez d'ordre qualitatif- entre le PDG de la Goldman Sachs et la ménagère contemporaine ou des années 60. Leurs imaginaires respectifs sont tout aussi colonisés par cette rationalisation mystifiée. En cela, ils sont tous deux aussi esclaves et hétéronomes que ne l'est le membre d'une secte ou qu'un croyant dogmatique d'une religion quelconque, que celle-ci soit catholique, musulmane ou reposant sur le mythe de la croissance économique effrénée.

Psychogenèse de l'individu contemporain

Si nous pouvons considérer avoir quelque peu balayé autour de la signification imaginaire du capitalisme en ayant ressortit ce qui ressemble à son noyau nucléaire, il nous reste à nous interroger sur l'impact écholalique que ce noyau a trouvé au sein même des psychés humaines.

Qu'elle en ai conscience ou non – c'est-à-dire entres autres et respectivement autonomement ou hétéronomement – l'ensemble de la collectivité institue les instances de la société dans laquelle cette

collectivité se présente. L'être humain aura beau, de par son angoisse, se convaincre qu'il n'est pas le véritable écrivain des règles sociétales en s'imaginant l'existence mythique de Dieux ou d'un marché financier aux abords de la déification, il n'en est pas moins le seul dépositaire réel des règles en question. Toute proportion gardée bien entendu car l'espèce humaine, comme toutes espèces, dépend évidemment d'un environnement naturel qui la dépasse mais dont elle s'évertue maladivement à maîtriser.

La société s'auto-institue toujours d'elle-même, de par la création des imaginaires des individus la composant et des colonisations des rejets du discours idéologique. Il en est de même de la société capitaliste, ce qui rend caduque toutes théories simplistes couvées sous le vocable du conspirationnisme. Il n'existe de fait pas de maître mais l'idée d'un imaginaire particulier colonisé par un type de discours particulier. Discours, c'est là que cela en devient presque pittoresque, conçu au fil d'une évolution lente par les imaginaires d'êtres humains réunis en collectivité, et donc prenant racine dans les fondements même de la psyché humaine. Discours, au final, aucunement rationnel.

La recherche dans la psyché humaine d'une racine essentielle de l'idéologie capitaliste pourrait être interprétée comme une tentative de rationalisation de cette même idéologie capitaliste, ce qui irait à contre-courant de la critique réalisée plus haut. Il ne s'agit bien entendu pas de légitimer le dogme de l'auto-expansion illimitée et pseudo-rationnelle du capital mais d'en saisir son origine. Etant donné que le capitalisme n'est pas né ex-nihilo et qu'il ne trouve pas ses fondements, selon moi, dans les reptiliens ou dans la franc-maçonnerie, il est évident, pour ma part toujours, que son aurore est à rechercher au sein même de la psyché humaine. La société dans laquelle nous vaguons pouvant être considérée, partiellement, comme la forclusion, la projection à l'extérieur de la psyché des représentations imaginaires de cette dernière.

Le manque, support du désir

Il existe deux choses fondamentales qui relient tout être humain, de l'aborigène australien au patron d'entreprise américain : la mort et le manque, deux entités étant fondamentalement reliées entre-elle.

La mort est la marque de fabrique de la vie, dans la mesure où nous pouvons dire avec certitude que, sauf avancées technologiques ou médicales majeures, l'ensemble des humains peuplant ce petit point bleu appelé terre à ce moment précis aura disparu de sa surface dans les, disons, deux cents prochaines années. Bien qu'elle soit angoissante, la mort trouve ici une forme de réassurance dans le sens où personne ne peut s'y soustraire. Enfin si en quelque sorte, car la mort soustrait l'être, mais nous nous comprenons, du moins je l'espère.

Un deuxième élément saillant reliant les humains entre eux est leur rapport au manque. De par notre immersion dans le langage, de par le nécessaire deuil que chacun a du faire quant aux aspirations les plus rudimentaires de sa jeune psyché, tout individu est entaillé d'une faille originaire estampillée par le manque et sur laquelle repose les fondements même du désir. Si l'être est désirant d'amour, d'écran haute-définition, de Big Mac ou de justice, c'est que l'être est un être manquant. Il ne peut aspirer à quoi que ce soit sans être accolé au manque originaire, sans en être troué.

Tout manque tente d'être comblé en corollaire, c'est ce qui pousse l'individu à s'émanciper, à risquer l'ascension de la pente ardue qu'est son existence. Ce manque originaire est aujourd'hui ce qui stimule l'individu contemporain à rêver de l'auto-expansion illimitée de la jouissance paroxystique dans les biens de consommation, comme pour tenter de combler quelque chose qui, pourtant, ne peut l'être.

De ce manque fondamental, fondement même du désir, nous ne pouvons et nous ne pourrons jamais nous en défaire. Seulement, la psyché contemporaine semble reposer sur une illusion cruciale qui est celle de l'effacement du manque par l'accroissement notamment de l'accumulation des biens de

consommations, parfois même des relations. Tout se passe comme si ce manque était forclos des consciences, dénié. Il est pourtant bel et bien présent mais la simple idée de sa présence tend à rendre son existence insupportable, au point de ne pouvoir se représenter, même fantasmatiquement, ce qui constitue pourtant son immanence.

Dès lors, on comprend d'autant plus comment un discours promouvant la jouissance paroxystique par l'auto-accumulation vient accréditer l'aspiration inconsciente de dénier le manque et la souffrance inhérente qu'il induit. Cette fantasmagorie de l'omnipotence capitaliste par la maîtrise effrénée tend à réactiver les fantasmes archaïques de toute-puissance infantile. En cela, le discours capitaliste trouve un écho au sein même des psychés, déniaient la souffrance inhérente du manque en tentant le fou pari de la maîtrise pseudo rationnelle de la nature, des moyens de production et des hommes.

Par conséquent, il semble qu'une remise en cause du capitalisme ne peut se disjoindre d'une prise en considération, cruciale à nos yeux, de la question du manque originaire et de son influence sur la psyché contemporaine ainsi, et surtout, de son influence sur la sphère globale de la société, de son institution imaginaire. C'est en prenant consciemment acte du caractère irrémédiablement manquant de notre être que le manque alimentant le désir d'auto-expansion pourra trouver une autre issue en sublimant la pulsion de vie, espérons-le, en désir d'autonomie de la part de la collectivité. Autonomie allant nécessairement de pair avec l'autolimitation et de la production, et de la consommation. Autonomie politique aussi, alliant la nécessaire revisite de ce que nous appelons faussement démocratie avec la non moins indispensable nécessité de reconsidérer la structure même de nos échanges commerciaux, regroupés actuellement sous le doux mais mortifère sobriquet de la croyance -mythique - en la croissance économique.

Kenny Cadinu

Petit tour d'observation à l'occasion de la rentrée politique 2015

Les rentrées politiques se suivent et continuent à se ressembler même si factuellement on peut y trouver quelques petites différences. Fondamentalement rien ne change ni en Belgique, ni en Wallonie, chacune de ces deux entités politiques se montrant toujours aussi incapables d'affronter les enjeux de notre époque.

Ce qui nous fait dire cela ? Et bien, la nature même des prises de positions de cette rentrée. Quelques exemples marquants :

Paul Magnette : l'irréductible Gaulois, ministre-président de la Wallonie

Il vient, lors des Fêtes de Wallonie, de donner un discours volontairement dynamique et stimulant avec, dit-il, « *l'ambition de fédérer le plus large consensus possible sur le diagnostic voire les grands axes de l'action régionale.* »⁴

Aller regarder de près mérite plus qu'un détour. On peut y voir à quel point Paul Magnette en reste à une vision passéiste, incapable d'englober, sinon à la marge et en suiveur, les enjeux mondiaux auxquels nous sommes tous confrontés. Ainsi vous n'y trouverez quasi rien sur la question énergétique, ni sur le réchauffement climatique. La question écologique n'est même pas abordée. Paul Magnette vise essentiellement à renforcer la production intérieure en vue de l'exportation. Il appelle tant les investisseurs étrangers que les détenteurs de capitaux belges à venir consolider la dynamique de redressement wallonne pour laquelle 2,5 milliards d'euros, cofinancés par l'Union européenne et la

⁴ Voir <http://gouvernement.wallonie.be/etat-de-la-wallonie-discours-du-ministre-pr-sident-paul-magnette>

Région wallonne, sont déjà engagés pour la programmation 2014-2020.

Les « *lignes de fuite et les axes structurants* » de la politique visée par le Plan Marshall 4.0 sont d'ailleurs particulièrement édifiants. Oh ! il y cite bien, comme vous pouvez le voir dans l'extrait en annexe⁵, l'économie circulaire et les coûts énergétiques comme ceux des matières premières. Mais voyez de près les termes : le problème, pour lui, ce sont les coûts, pas les différentes déplétions annoncées des ressources. Pas le CO₂ dont nous devons drastiquement et volontairement réduire les émissions si nous voulons nous donner une petite chance d'enrayer la spirale infernale du réchauffement climatique. Allez voir dans le texte comment il promeut ailleurs tant notre vaste système autoroutier que nos deux aéroports et comment il décrit les terres wallonnes, largement occupées aujourd'hui par des cultures, des prairies et des zones boisées, comme faisant partie d'un potentiel foncier à même de renforcer l'attractivité de la Région wallonne pour son redéploiement industriel ! Notez aussi que dans son texte, il n'y a pas d'autres mots pour le secteur agricole dont pourtant nous dépendons pour assurer notre alimentation, ce qui constitue un enjeu d'autant plus important que la démographie est forte chez nous et que nous ne pourrions plus, dans un terme très rapproché, compter sur une énergie bon marché et facilement accessible.

⁵ Extrait : « *Ils visent :*

- *à faire du capital humain un atout, via des mesures qui renforcent les liens entre formation et enseignement élaborées conjointement avec la Communauté française*
- *à poursuivre la modernisation des entreprises, dans une logique d'anticipation technologique, en y associant toujours plus et toujours mieux les PME*
- *à diffuser l'excellence opérationnelle et la créativité vers tous les secteurs ; c'est notamment la démarche lancée autour de l'économie circulaire et, bien entendu, la nouvelle orientation vers le numérique*
- *à réduire les coûts énergétiques et des matières premières et à mobiliser le territoire ».*

Doit-on en déduire de tout cela que c'est cela la réponse que la Wallonie va donner aux enjeux énergétiques, climatiques et environnementaux ? La Wallonie continuera-t-elle encore longtemps à vivre en dehors du temps présent en attendant tout simplement que les faits la rattrapent ? Si c'est le cas, très nettement, Paul Magnette et ses partenaires gouvernementaux ont besoin de cours de rattrapage urgents.

Au niveau fédéral, nous ne sommes pas mieux lotis.

Charles Michel et le dogmatisme libéral

La croyance libérale à l'adaptation des systèmes économiques est totalement obsolète. Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui plus que jamais par le passé il s'agit d'anticiper les défis que nous rencontrons avant qu'ils ne nous tombent littéralement sur la tête. A cet égard, le « tax-shift », annoncé comme la promesse d'adapter notre économie aux enjeux rencontrés par nos entreprises, constitue donc une erreur d'évaluation de ce qu'il convient de faire. A voir son contenu, on peut aussi se rendre compte qu'il ne tient même pas ses propres promesses. C'est un tax-shift qui fait pschitt.

Inter-environnement Wallonie notamment plaide depuis longtemps pour la mise en place d'une véritable fiscalité environnementale comme un des outils à même d'aider à la mutation de nos sociétés. Comme on peut le lire dans l'analyse⁶ qu'il a réalisée : « *Malgré certaines avancées, les mesures du gouvernement Michel ne devraient pas permettre à la Belgique de rattraper son retard sur la scène européenne en matière de fiscalité environnementale. La timidité des mesures prises (accises), associée à des tabous persistant sur d'autres mesures prioritaires (voitures de société), rendent bien maigre l'apport environnemental du tax-shift.* »

Notons qu'il ne s'agirait encore que de rattraper un retard, un retard sur toutes les législations européennes, elles-mêmes en retard face aux défis

⁶ Voir <http://www.iewonline.be/spip.php?article7340>

comme le démontrent à souhait bon nombre d'ONG environnementales.

Madame Marghem, une ministre empêtrée qui n'y comprend pas grand-chose

Mais peut-être conviendrait-il que nous allions voir auprès de la ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable, chargée de coordonner les différents plans belges contre le changement climatique. Nous sommes en Belgique et évidemment rien n'est simple chez nous institutionnellement. Qui sait ? C'est peut-être là que se cachent nos engagements.

Nous avons cherché, cherché, cherché et nous n'avons rien trouvé de significatif sinon une impasse totale. A ce jour, il n'y a toujours rien de décidé, chez nous. On ne sait pas qui va faire quoi, comment et quand. On trouve juste des annonces régulières et répétitives comme quoi la décision va se prendre... bientôt.

Marie-Christine Marghem a ainsi indiqué, à l'occasion de la tenue du sommet mondial de l'eau début avril dernier⁷, « *qu'elle soumettrait prochainement au gouvernement fédéral un plan d'adaptation pour faire face aux menaces qui pèsent sur l'eau et aux risques climatiques* ». On parlait à ce moment-là de début juillet. Aujourd'hui on annonce que ce serait pour la fin de l'année. D'annonce en annonce, on recule la décision.

Les termes utilisés dans les différentes annonces et textes de références sont une nouvelle fois intéressants. On parle essentiellement « d'adaptation », comme le montre d'ailleurs le titre lui-même du texte: « *Projet de Plan Fédéral 'Adaptation aux changements climatiques'* »⁸. Même

⁷ Voir <http://www.lalibre.be/actu/belgique/bientot-un-plan-federal-d-adaptation-aux-risques-climatiques-5527e56135704bb01baf71c5>

⁸ Voir : http://www.climat.be/files/7213/9248/4793/projet_d_e_plan_fdral_adaptation.pdf

si ce projet de Plan fédéral reconnaît lui-même que « *L'adaptation seule ne peut suffire à faire face au défi des changements climatiques, en particulier sur le long terme ; des mesures d'atténuation sont indispensables. La mise en œuvre conjointe de mesures d'atténuation et d'adaptation offre les meilleures chances de diminuer les risques associés aux changements climatiques* », on ne sait rien ou quasi rien sur les mesures d'atténuation envisagées.

Le terme « prochainement » montre bien que ce plan n'est toujours pas finalisé chez nous. Pourtant l'Europe (et donc, à travers elle, notre Etat) s'est déjà engagée depuis mars en déposant à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique le CPDN européen. Rappelons que les CPDN sont les contributions prévues déterminées au niveau national pour rencontrer le défi climatique.

Déjà que les engagements européens sont totalement insuffisants par rapport à l'enjeu climatique, on peut se poser la question de leur véritable portée vu le manque de décisions chez nous notamment. C'est à juste titre que le réseau associatif « Action climat » pointe que « *la feuille de route ne dit pas quels objectifs seront assignés à chaque pays européen, ne précise pas quelles mesures politiques seront mises en œuvre pour atteindre les objectifs et ne contient aucun élément concernant la contribution financière de l'Europe pour aider les pays en développement après 2020* ». Résultat : les sujets qui fâchent, ceux qui divisent au sein de l'Europe, « *seront à traiter plus tard* ». Une constance dans les négociations climatiques.»⁹

Le 18 mai dernier, les représentants des quatre gouvernements de Belgique se sont réunis pour reprendre, une fois de plus, les négociations pour l'accord intra-belge, appelé "burden sharing" qui vise notamment à définir les objectifs de réductions d'émissions et de renouvelables (? réduction de renouvelables ?) que les Régions et le Fédéral devront

⁹ Voir <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/conf%C3%A9rence-climat-cop-21-compte-%C3%A0-rebours-pour-les-contributions-nationales-cpdn>

atteindre¹⁰. La Plateforme Justice climatique¹¹ a appelé à aboutir rapidement sur ce dossier essentiel pour une politique climatique belge coordonnée et efficace. Elle a d'ailleurs rebaptisé le « burden sharing » en « Urgent Sharing ». En vain jusqu'ici.

« *La Belgique pourrait être la honte du sommet de Paris* », titrait *La Libre* le 10 juillet 2015 : « *Près de six ans après le début théorique des discussions, elles (les quatre entités compétentes donc l'Etat fédéral et les trois Régions) n'ont toujours pas été capables de trouver une ligne commune. Leurs engagements respectifs ne sont pas coordonnés, et ils restent bien trop faibles pour atteindre les objectifs fixés en 2008 par les autorités européennes.* »¹²

De mois en mois, la situation s'aggrave et les objectifs à atteindre sont de plus en plus élevés. Pourtant la Belgique regarde ailleurs et n'arrête pas de tergiverser. Chez nous en Belgique, on parle d'autre chose ou on minimise les faits. On avance ainsi vers une schizophrénie de plus en plus profonde comme le démontre notamment la réponse de la ministre Marghem à une question parlementaire lorsqu'elle affirme que « *la Belgique, peut encore répondre aux objectifs climatiques grâce à la crise* »¹³. Ah bon ?

¹⁰ Voir : http://www.fgtb.be/web/guest/news-fr/-/article/3527138/?jsessionid=NOHLKjiiROpyUuaLshlqzQ&p_l_id=10624

¹¹ La Plateforme Justice Climatique est une plateforme de la société civile belge coordonnée par le CNCD-11.11.11 et son homologue flamand 11.11.11 et composée des syndicats, des ONG et mouvements environnementaux, Nord-Sud et de solidarité internationale.

¹² Voir <http://www.lalibre.be/actu/planete/la-belgique-pourrait-etre-la-honte-du-sommet-de-paris-559eb85e3570e4598cd815c8>

¹³ Source <http://www.lesoir.be/982458/article/demain-terre/environnement/2015-09-07/belgique-peut-encore-repondre-aux-objectifs-climatiques-grace-crise> « *La Belgique peut encore répondre aux objectifs climatiques de l'UE d'ici à 2020, selon la ministre de l'Energie Marie-Christine Marghem (MR), dont les propos tirés d'une réponse parlementaire*

Doit-on en déduire que nous devons nous réjouir ? Que nous devons entretenir la crise ? Que M. Magnette a bien tort de vouloir relancer l'économie wallonne comme il en a montré le fervent souhait lors des dernières fêtes de Wallonie ? Il est vrai que nous doutons nous-mêmes qu'il puisse aboutir vu que le diagnostic posé ne tient pas compte de la réalité.

On a tout lieu de s'inquiéter devant ce type d'affirmation d'autant qu'on trouve aussi sur le site personnel de M^{me} Marghem un petit mot contradictoire¹⁴ indiquant que si elle a bien entendu

à une question écrite d'un député de la N-VA sont rapportés par nos confrères du Standaard.

Les perspectives pour 2020 ne sont pas encore positives, dit-elle, mais les réserves accumulées ces dernières années en matière d'émissions de CO₂ en raison de la crise économique vont permettre de compenser. Marghem reconnaît là une « aubaine comptable » mais dit aussi que cela ne doit pas empêcher la Belgique de réfléchir à des efforts. »

¹⁴ Extrait de <http://marghem.belgium.be/fr/nous-vivons-au-del%C3%A0-de-nos-ressources> « Nous vivons au-delà de nos ressources ! En effet, à partir de ce 13 août, tout ce que l'humanité consommera dépassera ce que la terre peut nous offrir. A ce rythme, à l'horizon 2050, on estime que presque 3 planètes seraient nécessaires pour assurer notre consommation si nous continuons sur le modèle actuel.

Il est donc urgent d'évoluer vers un mode de vie plus responsable et plus durable.

L'économie circulaire (concept qui vise à renforcer la circulation et l'utilisation des produits, des composants et des matières le plus longtemps possible) et la production d'énergie propre, sont des solutions qui permettent de répondre à ce défi.

La transition vers une économie efficace en ressources n'est certes pas simple. Elle n'en constitue pas moins un élément indispensable pour garantir un environnement de qualité et une opportunité pour renforcer la compétitivité de nos entreprises, l'emploi et le pouvoir d'achat des consommateurs sans hypothéquer les ressources des générations futures. C'est un enjeu capital pour notre développement durable. »

parler de l'overshoot day, elle n'en a pas pris la mesure. Qui peut croire en effet sérieusement qu'il y a moyen de concilier « *compétitivité de nos entreprises, l'emploi et le pouvoir d'achat des consommateurs sans hypothéquer les ressources des générations futures* » grâce au développement de l'économie circulaire et des énergies propres. C'est vraiment mal connaître la question énergétique que de prétendre cela, ce qui pour une ministre de l'Energie est inacceptable. Elle aussi aurait besoin d'une remise à niveau urgentissime d'autant qu'elle ne semble faire aucun cas des quelques pauvres recommandations du site auquel elle-même renvoie en bas de paragraphe¹⁵. Même celles-là n'arrivent pas à percoler au sein du gouvernement fédéral comme le montrent à souhait les mesures prises par ce dernier depuis sa création.

Les politiques de sobriété et de mutations sociétales sont désespérément absentes à tous les niveaux de

¹⁵ Il s'agit du site du Service public fédéral de l'économie :

http://economie.fgov.be/fr/spf/SPF_Economie_Developpement_durable/#.Vf7N-Mn3FNR dans lequel on trouve notamment ceci : « *Le SPF Economie doit également garantir une régulation du marché en tenant compte des mutations radicales de nos modes de production et de consommation qui nécessiteront une utilisation rationnelle de nos ressources et des échanges plus équitables. Cette régulation devra se faire au niveau de pouvoir le plus adéquat. Une certaine flexibilité du cadre législatif devra également être prévue pour permettre non seulement l'adaptation des modes de production et de consommation mais aussi de veiller aux besoins et aux possibilités spécifiques des PME. Le SPF veillera à protéger les plus faibles et à encourager ceux qui auront opté pour une société durable. Ainsi de nouveaux modes de consommation s'inscrivant dans l'utilisation plutôt que dans la propriété, dans des échanges non-monnaïres créateurs de bien-être, ou dans la réduction de la surconsommation devront également être envisagés dans une optique de consommation durable. »*

Aucun de ces mots ne se retrouve repris dans les annonces politiques de rentrée, fut-ce ad minima au niveau fédéral ou au niveau régional. Le SPF économie aura bien du mal à respecter cet engagement.

pouvoir. On ne veut même pas en parler alors qu'elles devraient faire l'objet de publicité et de nombreux débats. Et qu'on ne nous dise pas que c'est lié à la structure de notre Etat! Le fédéralisme et sa complexité n'explique pas tout. Il s'agit bien de vision politique passéiste.

Mais rassurons-nous. La Belgique et les Régions, en bons suiveurs habituels, s'engageront haut et fort (au moins pour se sauver partiellement de la honte annoncée par la Libre Belgique) à suivre les promesses européennes, quitte à réaliser ces engagements du bout des doigts et avec le retard qu'il conviendra aux intérêts en cours, sans rien dire à la population.

Et dire que quand le ciel nous tombera sur la tête, tout ce beau monde viendra jouer les Calimeros devant nous.

Nous les renverrons aux responsabilités qu'ils ont été incapables de prendre de façon répétée alors même que tous les enjeux sont on ne peut plus clairs !

Michèle Gilkinet
co-secrétaire générale du mpOC

Le mpOC relaie

Réfugiés : on cherche des logements militants

La plate-forme du Parc Maximilien nous demande de relayer ce communiqué de presse (daté du 16/09/2015).

Parc Maximilien : la Plateforme dénonce les blocages délibérés du gouvernement fédéral.

Cela fait plus de deux semaines que des réfugiés dorment au Parc Maximilien et le gouvernement fédéral s'obstine à refuser de trouver une solution à la crise. Seules 300 places ont été libérées au WTC III, finalement ouvert 24h sur 24 à partir de demain, alors que plus de 800 personnes vivent aujourd'hui dans le camp. Le fédéral démontre clairement une volonté de laisser s'empirer le problème en n'augmentant pas le nombre d'enregistrements à l'Office des Étrangers, et l'appel répété des

politiques à une évacuation du camp est une provocation pure et simple. La Plateforme n'a d'autre choix que de lancer un appel une fois encore aux bonnes volontés citoyennes pour assurer un hébergement digne aux réfugiés puisque les autorités ne souhaitent pas trouver une alternative décente.

Ce sont aujourd'hui 800 personnes qui pataugent dans la boue au Parc Maximilien alors que le gouvernement fédéral continue à laisser se dégrader volontairement la situation. Depuis des semaines, des centaines de personnes attendent de plus en plus longtemps dans des conditions qui se détériorent leur enregistrement à l'Office des Étrangers qui leur assurerait une place dans un centre d'accueil. Le temps d'attente aujourd'hui ? Près de 10 jours pour les hommes ! Pourtant, le gouvernement refuse de mettre en place un accueil temporaire digne et humain, et le Secrétaire d'État à l'Asile et à l'Immigration refuse de considérer une augmentation du nombre d'enregistrements par jour. Il est maintenant clair que le Secrétaire d'État souhaite créer un goulot d'étranglement au niveau des enregistrements pour limiter l'accueil des réfugiés en Belgique et ne veut pas d'une réponse à la crise qui soit à la fois humaine et pragmatique. En parallèle, le gouvernement continue à faire pression sur la Ville de Bruxelles pour une évacuation manu militari du camp de réfugiés.

Le WTC III sera enfin demain ouvert 24h sur 24 mais 300 places ne sont pas suffisantes s'il n'y a pas d'augmentation des enregistrements. C'est un drame humain qui se prépare : les conditions de vie se détériorent à mesure que la météo se dégrade, le temps d'attente s'allonge et le camp atteint le maximum de ses capacités. Une évacuation de force n'aura d'autre effet que de créer des tensions supplémentaires et de rejeter les réfugiés dans les rues. Pourtant, des alternatives avaient été proposées par les citoyens, comme l'aménagement de l'Hôtel des Douanes sur le site de Tour et Taxis. Une solution balayée d'un revers de la main par les politiques. Dès lors, la Plateforme accompagnera dès ce soir dans la dignité et le respect 300 personnes au WTC III. Le bâtiment aura donc atteint le maximum de sa

capacité sans que le camp ne soit vidé. Pour les 500 personnes abandonnées par le gouvernement fédéral, la Plateforme fait appel aux Bruxellois afin qu'ils offrent un logement aux réfugiés en attendant leur enregistrement à l'Office des Étrangers. Un site Internet est désormais disponible sur lequel les familles peuvent s'inscrire pour héberger une ou plusieurs personnes pendant les 3 à 10 jours que dure l'attente.

Par ailleurs, la Plateforme s'oppose fermement à une intervention des forces de l'ordre dans le Parc Maximilien et demande que le Parc reste un espace de rencontre une fois que les réfugiés auront été relogés. Ce Parc est devenu aujourd'hui le symbole de l'échange entre les citoyens belges et les réfugiés. Il ne doit pas constituer une réponse d'urgence à la problématique de l'accueil, mais doit rester un espace d'interactions et de rencontre humaine. La générosité des citoyens ne peut être une solution à long terme, qu'il s'agisse de celle des bénévoles actifs au parc ou des familles qui se sont d'ores et déjà proposées pour accueillir les réfugiés. La Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés renouvelle une fois encore son appel au fédéral pour augmenter la capacité d'enregistrement de l'Office des Étrangers. Il est urgent qu'une solution durable soit enfin mise sur la table par le Fédéral. Augmenter les enregistrements est la dernière chance des autorités de démontrer une volonté de gérer cette crise de façon humaine et adaptée.

Contact Presse :
Véronic Thirionet
v.thirionet@gmail.com
0472 99 94 29

Les petites annonces de L'Escargot déchaîné



Le mpOC relaie un projet d' «**habitat groupé**»

Habitat Groupé – Ecovillage : Entre pierres, terre et plumes...

Nous sommes une famille namuroise à la recherche d'un mode de vie plus solidaire et plus écologique. Nous souhaiterions mettre en place un habitat groupé dans la région de Namur, et potentiellement de Floreffe.

Nous souhaiterions créer un groupe dans cette optique afin, tout d'abord de faire connaissance, d'élaborer un projet, de visiter d'autres habitats groupés et d'avancer ensuite vers l'achat d'une propriété de taille suffisante (ferme carrée...) à rénover en auto/**éco-construction**. Nous souhaiterions former un groupe de 4 à 10 familles dans une optique intergénérationnelle. Nous souhaitons, si possible, atteindre une taille suffisante pour être dans une optique de village ou de quartier. Le nombre de familles initial pourrait s'agrandir en fonction du lieu.

Dans notre vision, cet habitat groupé serait constitué d'habitations unifamiliales privées et de parties communes. L'idée serait une juste répartition entre les espaces privés (chambres, cuisine, salle à manger) pour permettre une vie familiale équilibrée et les espaces communs (chambres d'amis, bibliothèque, salle de fête, atelier, buanderie...) pour permettre une vie de groupe pleine d'interactions. La même logique serait adoptée pour les équipements comme les

Agenda

voitures (à réduire au minimum), les machines à laver ou les outils. L'idée serait de trouver un lieu permettant la mise en place d'activités sur le site (maraîchage, épicerie, salle de fête, manège, ferme pédagogique, activités artistiques, sportives ou spirituelles...) et de donner au projet une dimension sociale forte, en permettant à chaque famille de posséder une habitation à un prix raisonnable ne l'enchaînant pas à un travail salarié à plein temps afin de réellement habiter ce lieu. Dans un second temps, le projet pourrait être ouvert, en fonction de la place à d'autres familles en proposant des habitations à un prix modéré ou à loyer modéré. Dans un troisième temps, des habitations temporaires pourraient être mises à disposition à des personnes en difficulté. Enfin, dans un quatrième temps, nous souhaiterions pouvoir mettre en place un lieu permettant d'accueillir nos aînés dans quelques années en communautarisant, par exemple, les frais liés à l'emploi d'une infirmière ou d'une aide familiale.

L'idée serait également de combiner sur le site des habitations en dur et des habitations légères de taille modeste et poétiques (cabanons, yourtes...)

Tous ces points sont détaillés dans le document placé sur le lien ci-joint¹⁶ sous forme d'une liste brute car le projet reste à construire...

En fin de document, nous présentons également une petite visite virtuelle de l'habitat groupé ainsi qu'un lieu qui nous inspire.

Bonne lecture et au plaisir de vous lire

Contact : looloosme@gmail.com

¹⁶ http://www.habitat-groupe.be/odhg/wp-content/uploads/2015/08/habitat_groupe_pierres_terre_plume.pdf

Dimanche 4 octobre : 14:00-15:00

Chaîne humaine anti-nucléaire à Bruxelles

Chaîne humaine anti-nucléaire autour du siège de GDF-Suez (Electrabel), avenue Bolivar 34 (près de la Gare du Nord).

Avec la contribution du mpOC :

- Contre le redémarrage des réacteurs Tihange-2 et Doel-3 dont les cuves présentent des milliers de microfissures et qui tous deux ont dépassé leur durée de vie calculée à la construction (30 ans, mis en service en 1982).
- Arrêt immédiat de tous les réacteurs car ils ont tous dépassé la limite d'âge (30 ans).
- Provisionnement par GDF-Suez des montants nécessaires à la « gestion » des déchets pendant 100.000 ans.

Trente années de fonctionnement ce sont trente années de sollicitations mécaniques, thermiques et surtout d'un intense bombardement de neutrons de la cuve du réacteur qui fragilise l'acier qui la constitue. On rentre ici dans un domaine expérimental car il existe peu de réacteurs en fonctionnement depuis plus de 30 ans et on ne peut évidemment faire des tests de résistance destructifs sur la cuve d'un réacteur qui n'est pas arrêté définitivement, les seuls qui seraient tout à fait fiables (extrait de *Nucléaire, technique contre nature*).



Jeudi 8 octobre : 18:30-21:30

Conseil politique

Conseil politique du mpOC. Pour rappel notre conseil se tient tous les deuxièmes jeudis du mois et est ouvert à tous les membres qui en reçoivent d'ailleurs l'ordre du jour

+ d'infos au Secrétariat du mpOC, objecteursdecroissance.be ; Maison de l'écologie, rue Basse Marcelle à 5000 Namur

Lundi 5 octobre : 20:00-22:00

Débat sans conférence "COP21 : on fait quoi ?"

Lors du débat sans conférence co-organisé le 7 septembre dernier par les groupes locaux du mpOC d'OLLN et des Pirates du Brabant wallon sur le thème « Ces normes qui nous empoisonnent » (au-delà de la question du fromage de Herve et de l'AFSCA), les participants ont décidé de débattre de la question : « COP21 c'est quoi ? : on fait quoi ? »

Maison du Développement durable (2, place Agora à 1348 Louvain-la-Neuve)

Mardi 13 octobre : 19:30-22:00

"De la barbarie à l'utopie" : projection du film "Sans lendemain"

(Pour plus d'information, voir « dossier du mois » de ce numéro de l'Escargot Déchaîné).

Auditoire AGORA 14, Louvain-La-Neuve

Du 15 au 17 octobre

« Ensemble construisons une autre Europe »

Journées d'actions européennes & arrivée des euro-marches

- Le 15 octobre, des marches arriveront d'Europe à Bruxelles lors de la mobilisation initiée par des plateformes belges visant à travers des actions diversifiées et non-violentes à encercler le sommet des chefs d'Etat de l'UE.
- Le 16, plusieurs actions et débats auront lieu avec notamment une manifestation contre la pauvreté à Namur, une conférence citoyenne sur la dette et un meeting sur les alternatives politiques en Europe à Bruxelles.

- Le 17, après-midi, une manifestation européenne est prévue à Bruxelles avec d'importantes délégations internationales. La date est symbolique puisqu'il s'agit de la journée internationale de lutte contre la pauvreté.

Plus d'infos : www.d19-20.be; info@d19-20.be

Samedi 17 octobre : de 9 :30 à 17 :00

Colloque : Quand l'invasion technologique menace nos libertés !

Au nom de la sécurité ou tout simplement parce que la modernité l'impose, nous sommes tenus de nous adapter, et de nous en réjouir, à des innovations techniques de plus en plus intrusives :

- caméras de surveillance
- contrôles biométriques
- GPS
- identifiants électroniques par radiofréquences (puces, RFID)
- objets et systèmes intelligents (smartphones, smartmeters ...)
- drones.

Les technologies numériques, la robotique et l'informatique s'insinuent partout pour nous faciliter la vie. Mais notre vie privée, nos libertés sont menacées.

Une réflexion de fond et un large débat public s'imposent à ce sujet.

Le Grappe¹⁷ entend contribuer à ce débat et organise à cet effet une journée de réflexion en commun et de large discussion le 17 octobre prochain.

Inscriptions par mail : grappebelgique@gmail.com ou par courrier postal : Grappe asbl, rue Raymond Noël, 100, 5170 Bois de Villers, Université de Namur, Faculté de Droit.

Vendredi 6 novembre : 19:00-21:30

Osons rester humain. Les impasses de la toute-puissance

¹⁷ GRAPPE asbl, Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Écologique (lien : <http://grappebelgique.be/>)

Conférence-débat de Geneviève Azam

Dans son dernier livre (*Osons rester humain*), elle nous dit qu'il faut renverser notre attitude à l'égard de la nature, s'éloigner du dualisme qui nous rend étranger à la biosphère et passer d'un anthropocentrisme à un biocentrisme : l'écologie enveloppe la totalité de la vie sociale. Le livre est traversé par une évidence, l'accablement qui nous étreint face au pillage accéléré de notre petite planète et le réconfort tiré des dizaines de milliers de mouvements qui résistent à notre sur-puissance.

Organisé par Attac-Liège. Prix libre.

Liège, salle Wittert de l'Université de Liège, 7 place du XX-Août.

Jeudi 12 novembre : 18:30-21:30

Conseil politique

Conseil politique du mpOC. Pour rappel notre conseil se tient tous les deuxième jeudi du mois et est ouvert à tous les membres qui en reçoivent d'ailleurs l'ordre du jour ; Maison de l'écologie, rue Basse-Marcelle à 5000 Namur

Samedi 14 novembre

Contre Sommet mondial sur le climat

Le *Journal La Décroissance* organise un Contre Sommet mondial sur le climat qui aura lieu le 14 novembre 2015 à Vénissieux, comme annoncé dans le numéro double d'été. Vous pouvez vous faire une idée du déroulement de ce sommet à travers le contre-Sommet sur l'environnement organisé en 2007 face à la tentative sarkozienne de main basse sur l'écologie¹⁸. Outre l'onglet infos pratiques, vous pouvez déjà réserver votre place (soutien) et vous inscrire pour aider à préparer le sommet (bénévoles) ou contacter le journal pour précision (contact) Plus d'infos sur <http://www.contresommet.org/>

Lundi 23 novembre : 19:30-22:30

¹⁸

<http://www.casseursdepub.org/index.php?menu=campagnes&sousmenu=contre-grenelle.org/contre-grenelle1/index>

COP21 : quels enjeux ?

Soirée de réflexion organisée par Les Amis de la Terre dans le cadre de la campagne « Avec le Sud, on ne perd pas le Nord ! », lundi 23 novembre : « COP21 : quels enjeux ? »¹⁹ avec deux membres de Friends of the Earth Europe (quelques jours avant la mobilisation internationale).

Mundo-Namur

A une date comprise entre le 3 et le 11 décembre

"De la Barbarie à l'Utopie" : projection du film "Je lutte donc je suis" en présence du réalisateur

(Pour plus d'information, voir « dossier du mois » de ce numéro de l'Escargot Déchaîné).

Auditoire Agora de l'UCL

Louvain-La-Neuve

Samedi 5 décembre 2015 10 :00

Comment faire face politiquement et philosophiquement à un avenir catastrophique ?

Conférence-débat avec Bernard Legros (porte-parole du mpOC) organisée par l'asbl Au Progrès de Herstal.

Entrée libre.

Au Cercle Miguel Hernandez, rue Grande Foxhalle 2 (en face de la gare de Herstal).

Jeudi 10 décembre 18:30-21:30

Conseil politique

Conseil politique du mpOC. Pour rappel notre conseil se tient tous les deuxièmes jeudi du mois et est ouvert à tous les membres qui en reçoivent d'ailleurs l'ordre du jour

Maison de l'écologie

Rue Basse Marcelle à 5000 Namur

Samedi 19 décembre

¹⁹ Lien :

<http://www.amisdelaterre.be/spip.php?rubrique277>

Assemblée générale du mpOC

De plus amples informations suivront.

Mardi 16 février 2016 19:30-22:00

"De la barbarie à l'utopie" : troisième soirée

« Moins c'est mieux » (Pour plus d'information, voir « dossier du mois » de ce numéro de l'Escargot Déchaîné).

Auditoire Agora de l'UCL

Mardi 15 mars 2016 19:30-22:00

De la Barbarie à l'utopie : quatrième soirée

(Pour plus d'information, voir « dossier du mois » de ce numéro de l'Escargot Déchaîné).

Auditoire Agora de l'UCL

Louvain-La-Neuve

Mieux vaut en rire

L'objet inutile du mois !

Cela devient un classique... mais... Après les bananes épluchées emballées, on a maintenant les mandarines épluchées et emballées sous vide.



Bien entendu, nos plus fidèles spécialistes de la rubrique feront le lien avec les bananes épluchées et également emballées de manière similaire. On peut donc se dire que rien ne change.

Détrompez-vous. Si on admet que la source est correcte, on peut lire²⁰ que « [...] *L'initiative* [ndlr : des bananes pelées emballées dans des barquettes enrobées de plastique] a été vivement critiquée sur le réseau social, au vu de son aspect inutile et pas vraiment écologique. [...] *Le supermarché s'est excusé, selon le « Australian Independent » - les bananes ont été commercialisées en Australie - affirmant que cette erreur ne se reproduirait plus.* »

Il est donc primordial de dénoncer ce genre d'aberration. Et c'est bien par pression du client (et pas par une loi ou autre) que le supermarché a changé d'avis. A méditer...

François Lapy

Rédaction

Vous retrouverez dans *L'Escargot déchaîné* du mois prochain des propositions d'actions, l'agenda du mouvement, et divers articles. **Ce journal se veut ouvert : envoyez-nous vos participations, articles, propositions d'actions et de dossiers.**

escargotdechaine@objecteursdecroissance.be

Ont participé à ce numéro

Coordination : François Lapy

Dessin couverture : Marie-Eve Tries

Rédaction :

- Marie-Eve Tries, GL de Louvain-la-Neuve
- Kenny Cadinu, GL de Louvain-la-Neuve
- Nicolas Loodts, GL de Namur
- Michèle Gilkinet, secrétaire générale
- Jean Pierre Wilmotte, secrétaire général
- Bernard Legros, porte-parole
- Francis Leboutte, GL de Liège
- François Lapy, coordinateur du conseil politique

²⁰ Source <http://tempsreel.nouvelobs.com/l-histoire-du-soir/20120924.OBS3401/quand-des-bananes-pelees-font-scandale.html>

Contactez le mouvement

- Rédaction de *L'Escargot déchainé* :
escargotdechaine@objecteursdecroissance.be
- Secrétariat : info@objecteursdecroissance.be
- Porte-parole :
presse@objecteursdecroissance.be
- Conseil politique (organe de décision du Mouvement en dehors des AG) :
info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be

- Pôle politique (équipe qui rédige les projets de programmes politiques) :
info.pole.politique@objecteursdecroissance.be
- GL de Liège :
info.gl.liege@objecteursdecroissance.be
- GL de Namur :
info.gl.namur@objecteursdecroissance.be
- GL d'Ottignies-LLN :
info.gl.lln@objecteursdecroissance.be

Adhérer

Nous ne recevons aucun subside : nous vivons des cotisations de nos membres. Adhérer au mpOC est une manière de soutenir notre action et l'objection de croissance. Nous sommes ouverts à qui le souhaite : n'hésitez pas à venir nous rejoindre et partager vos projets d'actions et vos réflexions avec nous, au sein d'un groupe local, en assemblée générale ou au conseil politique !

Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à envoyer à : mpOC, rue du Rondia 8, 1348 Louvain-la-Neuve

Je soussigné-e

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Informations optionnelles :

Adresse courriel:

Tél. fixe:

GSM:

membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28 IBAN : BE37 5230 8031 1328 - BIC : TRIOBEBB . La cotisation est libre, à partir d'1 euro. Le montant suggéré est de 30 euros.

DATE: SIGNATURE :

- **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.
- **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos arris-es.